

La Conférence de Bertoni

La conférence a eu lieu le samedi 28 mai, dans la salle des Sociétés savantes. Elle avait été organisée par le groupe et le journal *Les Temps Nouveaux*. C'est à la suite d'une série de causeries, entre anarchistes, sur l'utilité et les défauts de l'action syndicale, que nous avons eu l'idée de prier Bertoni de venir nous exposer ses idées.

Nous nous étions adressés à Bertoni, parce qu'il est sans doute le militant le mieux placé pour traiter de ces questions : Au point de vue théorique, parce qu'il est un de ceux qui par leurs idées originales et leur critique ont le plus contribué au progrès de nos idées communes ; au point de vue pratique, parce qu'il est resté ouvrier.

Il a vécu (selon l'expression prétentieuse de nos syndicalistes théoriciens) le mouvement syndical suisse. Il a participé à l'agitation gréviste. Il fait une propagande incessante par la parole et par ses articles du *Réveil* socialiste-anarchiste de Genève.

Et cependant, il n'a jamais accepté de devenir fonctionnaire syndical ; il a continué son métier de typographe.

Son indépendance lui a permis d'apercevoir les défauts du mouvement syndical et de les critiquer.

Aussi n'est-il pas en odeur de sainteté auprès des fonctionnaires syndicaux, pas plus qu'auprès des personnages officiels ou des politiciens socialistes.

Avec le développement des syndicats, des problèmes se présentent qui ne se posaient pas autrefois. Au lieu d'être une succession d'élans enthousiastes et de crises de révolte, le mouvement syndical se transforme. Une administration se crée qui prétend trop souvent réglementer les grèves et les conflits.

Les grandes fédérations entraînent une centralisation unitaire. Le fonctionnarisme prospère. On n'a plus en vue que l'organisation. L'organisation devient un but au lieu de n'être qu'un moyen. L'idéalisme révolutionnaire s'affaiblit ; et il y a maintenant un opportunisme syndical comme il y a un opportunisme parlementaire : de récents événements l'ont suffisamment montré. La politique des petits profits triomphe.

C'est justement Bertoni qui, le premier, a dénoncé le péril du fonctionnarisme. Il a fait bien d'autres critiques, au grand émoi et à la

réprobation des admirateurs du syndicalisme-divinité. Et déjà il nous avait été donné de lire des réserves, quoique discrètes, sur la propagande de Bertoni, pas assez opportuniste.

C'est dans ces conditions que Bertoni prit la parole, samedi soir, après une allocution de Malato, devant 650 auditeurs, environ, tant syndicalistes qu'anarchistes.

La première partie de la conférence fut consacrée à la critique de la démocratie suisse, et au conservatisme du parti socialiste helvétique. Les faits sont à peu près comparables à ceux qui se passent en France. Mais il y a des détails plus piquants et plus drôles ; car le droit de vote s'exerce plus largement, et presque toutes les fonctions sont électives (juges, policiers, etc.) sans profit aucun pour la liberté des individus.

Les socialistes, élus à ces fonctions, les remplissent au mieux de la conservation sociale.

Bertoni a traité ensuite du syndicalisme. Il déclare d'abord que, malgré les critiques parfois, très dures qu'il fera entendre, il n'est pas antisindicaliste. Il est d'abord révolutionnaire, et il se moque de ceux qui opposent l'éducation individuelle à la révolution. Faut-il attendre que les individus soient éduqués avant d'espérer l'affranchissement de la masse ? C'est d'ailleurs l'objection courante faite par les pasteurs protestants aux militants révolutionnaires : « Il faut, disent-ils changer la mentalité des hommes, les éduquer d'abord. » Le seul point qui distingue les individualistes de ces pasteurs, c'est que les individualistes sont grossiers gratuitement, et traitent les gens d'abrutis. Ils reprochent à la foule de ne pas se révolter, et eux-mêmes ne se révoltent pas. Est-ce que les ignorants ne sont pas capables de se révolter ? Leur faut-il tant d'études pour sentir et connaître leurs besoins ? S'il était vrai que l'éducation des individus est nécessaire avant une révolution, jamais les révolutions passées n'auraient pu avoir lieu. Il y a eu des esclaves et des serfs, il y a maintenant des salariés ; il y a toujours une classe dominante et parasite et une classe de travailleurs et d'exploités ; mais tout de même il y a progrès : on a conquis le droit (souvent théorique, il est vrai) de discuter les conditions du travail.

Les mouvements révolutionnaires laissent toujours un progrès. La Révolution française, si elle fut suivie d'une réaction, changea cependant la mentalité de la masse, au point que même la Restauration ne put reconstituer l'ancien régime.

Le syndicalisme permet de grouper la masse et d'y faire la propagande révolutionnaire. Mais on oublie trop souvent cette propagande pour la politique des petits profits. Accepter des subventions pour les Bourses du Travail, réclamer des lois de protection pour le travail, c'est aller à l'encontre

de notre but, c'est raffermir l'autorité de l'Etat. Nous ne devons rien accepter de l'Etat.

Il n'y a, en fait, aucune différence entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires. Les uns et les autres ne réclament que des réformes. Or, l'idéologie anarchiste est nécessaire pour montrer que ces réformes sont précaires et illusoirs, et que nous ne pouvons rien attendre que de l'expropriation.

A quoi aboutit l'augmentation des salaires ? En tous cas, pas à l'affranchissement des salariés. Ce n'est donc pas là une lutte de classe, pas plus qu'il n'y a lutte de classe entre un épicier et ses clients. Il y a simple débat sur le prix d'une marchandise ; mais le principe de la propriété n'en supporte aucune atteinte. L'action directe n'est pas suffisante comme œuvre révolutionnaire, si on ne l'emploie que pour la conquête des réformes et d'avantages corporatifs. Les syndicalistes, soi-disant révolutionnaires, paraissent croire que cette action directe suffit à tout, et ils finissent par oublier la propagande pour la grève générale et l'expropriation.

D'ailleurs les grandes fédérations deviennent de plus en plus centralisées. Et l'on peut dire qu'à chaque fois qu'une fédération grandit, elle devient réformiste. La guerre fait courir trop de risques aux grands États et aux grandes organisations.

Ces grandes fédérations favorisent l'extension du fonctionnarisme, une des pires plaies du mouvement ouvrier. Les fonctionnaires deviennent des chefs, des directeurs, à peu près inamovibles.

Les ouvriers s'habituent à ce que la besogne soit faite par leurs délégués ; ils se désintéressent de l'action. L'action ouvrière devient une administration.

On s'occupe d'avoir de grosses caisses et beaucoup de cotisants. A Zurich, l'Union typographique demande 2,20 par semaine à ses membres, c'est-à-dire la cotisation d'un club aristocratique. Un État n'a jamais fait payer d'impôt direct aussi lourd à la classe ouvrière.

Pour ces caisses bien remplies, il faut avoir beaucoup d'adhérents. On les recrute, au besoin, au moyen de la chaussette à clous et de la machine à bosseler — singulier moyen pour avoir derrière soi des camarades ardents et convaincus.

Les ouvriers se donnent de nouveaux maîtres qui prétendent agir au mieux des intérêts de leurs administrés. En réalité, ils agissent pour leur propre tranquillité et cherchent à se débarrasser des gêneurs, et surtout des anarchistes. Les bureaux de placement, gérés par le Comité syndical, permettent aux fonctionnaires d'empêcher leurs adversaires et tous les non syndiqués de trouver du travail, ce qui est ignoble ; car, si en temps de grève

il est nécessaire de faire la chasse aux jaunes, il est odieux de vouloir obliger les gens à se syndiquer pour qu'ils puissent être embauchés.

Le syndicalisme devient alors une boutique où l'on cherche à tenir le monopole du travail et des emplois. On ne se préoccupe plus guère de la transformation sociale. Il s'agit simplement de faire payer le travail le plus cher possible, et n'importe quel travail : car on n'envisage pas la destination du travail. Qu'importe si les ouvriers construisent des prisons ou fabriquent des canons.

C'est là une éducation qui dépasse le syndicalisme impuissant.

Bertoni termine en répétant que le but de la propagande doit être de grouper les travailleurs en une puissance qui ne soit jamais déléguée. Il faut passionner la masse pour l'idéal de l'affranchissement humain. Et c'est cette passion, qui, en élevant les hommes au-dessus d'eux-mêmes, changera leur mentalité et nous permettra de donner au peuple l'élan révolutionnaire.

* * *

Le lendemain matin, dimanche, il fut décidé aux *Temps Nouveaux* de réunir encore une fois les camarades pour leur permettre de discuter de plus près et plus familièrement avec Bertoni. Cette nouvelle réunion eut lieu le lundi soir, au Restaurant Coopératif de la rue de Bretagne. Beaucoup de camarades ne purent pas être prévenus, mais la salle était pleine, et la plupart des auditeurs étaient, cette fois, des syndicalistes.

De neuf heures du soir à une heure du matin, Bertoni soutint la discussion avec toute une série de contradicteurs et d'interrupteurs, chacun se plaçant à des points de vue différents.

Le premier reproche que firent à Bertoni les syndicalistes, ce fut son idéologie et sa philosophie anarchistes. Yvetot, seul, accepta que la propagande syndicale devait avoir pour but de faire des révoltés et des anarchistes. Quant à Jouhaux et surtout à Boudet, ils se montrèrent tout simplement des réformistes sous une étiquette révolutionnaire.

Pour Jouhaux, tout est bien dans la C.G.T.

Il se déclare partisan de la centralisation ; elle est nécessaire pour combattre le patronat. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, je veux dire dans l'organisation syndicale française.

Il proteste que ce n'est pas par intérêt qu'il est devenu secrétaire de la C.G.T.

Boudet soutient la nécessité des fonctionnaires.

Il faut des délégués syndicaux pour représenter les ouvriers en temps de grève auprès de leur patron ; car ces ouvriers se laisseraient rouler, et des délégués, pris dans leur sein, seraient frappés plus tard par le patron.

Boudet n'a pas vu qu'il soutenait ainsi une morale de serfs. Si les ouvriers sont incapables de s'affranchir, d'autres le feront-ils à leur place ?

Il ne faut pas les habituer à la délégation et à la peur de tout effort, il faut qu'ils s'enhardissent et qu'ils osent. Leur libération est à ce prix. Le fonctionnarisme ne ferait que continuer le servage.

Je ne parlerai pas des autres contradicteurs.

A noter seulement que les syndicalistes nièrent contre toute évidence, que les grandes fédérations devinssent réformistes. Je ne rappellerai pas non plus toutes les réponses de Bertoni aux attaques de ses adversaires. Je me contenterai de donner sa thèse principale.

Cette thèse, c'est que, pour obtenir des avantages immédiats, la tactique soi-disant révolutionnaire ne vaut pas mieux que la tactique réformiste. Toutes les réformes économiques peuvent se faire sous le couvert de la conservation sociale, c'est-à-dire en respectant les rapports actuels et l'ordre établi.

Un jaune est partisan d'une augmentation de salaire autant qu'un rouge. Et nous connaissons des exemples de grèves où la révolte fut décidée par des non syndiqués, ou bien malgré l'opposition des Comités syndicaux.

Au début, dit Bertoni, l'action directe peut être efficace pour apprendre au patronat à compter avec la force syndicale.

Mais ensuite, quand les grandes fédérations existent, patrons et ouvriers syndiqués ont beaucoup d'avantages à s'entendre sur le dos des consommateurs (contrat collectif, arbitrage, etc.)

C'est donc la tactique réformiste, en somme, qui l'emporte ; car l'état de paix est préférable pour les bonnes tractations à un état de guerre permanent qui gêne la prospérité des affaires patronales. Les succès que vous, syndicalistes révolutionnaires, vous vous vantez d'avoir obtenus, peuvent aussi bien être attribués à la prospérité industrielle dans telle ou telle branche d'industrie. Et d'ailleurs, les réformistes peuvent donner des exemples comparables à des succès analogues.

Qu'on ne fasse pas dire à Bertoni qu'il est contre la tactique révolutionnaire. Il a dit simplement que les révolutionnaires ne doivent pas chercher à s'attirer une clientèle, en disant qu'ils sont seuls capables d'assurer à leurs adhérents des avantages immédiats. Cette affirmation est un mensonge, un leurre, un bluff. On ne change rien par des réformes (ici une interruption de Charles Albert), on reste à piétiner sur place ; et les efforts pour l'augmentation des salaires n'amènent aucun changement social. La propagande révolutionnaire doit avoir pour but de préparer les esprits à

l'expropriation, et non de les égarer dans l'illusion d'avantages précaires — qu'on peut obtenir sans étiquette révolutionnaire.

Cette discussion n'a pas paru plaire énormément à nos syndicalistes, ouvriers ou intellectuels. J'ai noté chez les fonctionnaires syndicaux une telle suffisance et une morgue si aigre, qu'il n'y a pas eu que Bertonni qui ait eu les nerfs agacés.

C'est vraiment une insolence de donner aux non syndiqués l'épithète de « dégoûtants ». C'est une grossièreté qui rappelle l'épithète d'abrutis, lancée à la foule par certains anarchistes. Les uns et les autres semblent se mettre au-dessus du reste de l'humanité, qu'ils auraient le droit de dominer.

Bertonni a relevé assez vertement la prétention de certains fonctionnaires syndicaux à savoir que si l'on n'est pas syndiqué, on n'a pas le droit de parler, on n'a pas le droit de critiquer. Je suppose d'ailleurs que les anarchistes ne s'en laisseront jamais imposer par des autorités quelles qu'elles soient.

Pour se consoler, les syndicalistes allèrent, le mercredi suivant, entendre Tom Mann, syndicaliste pur et sans idéologie, faire l'éloge de la C.G.T.

M. PIERROT.